

§ 4. Artikel 4, § 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 wordt aangevuld als volgt : « behalve als er geen erkende systemen met bedoelde capaciteit bestaan wanneer de uitrusting besteld wordt »;

§ 5. Artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

« § 4. Als een behoorlijk vergunde hotelinrichting of vakantiedorp zijn afvalwater in een badzone of in een zone stroomopwaarts loost, is het premiebedrag gelijk aan 50 % van het totaalbedrag van de investering van het ontsmettingssysteem (excl. btw) waarmee de installaties en stations voor individuele zuivering uitgerust zijn voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater, mits overlegging van de facturen tot 30 juni 2005. Na afloop van deze termijn wordt het percentage tot 25 % verminderd. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden het Waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 februari 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 411

[2005/200427]

10 JANVIER 2005. — Arrêté ministériel modifiant l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, modifié par les lois des 29 décembre 1990 et 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode, notamment l'article 2, § 3;

Vu l'avis du Comité technique;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 20 décembre 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter sans délai le cahier des charges régissant la méthode de production intégrée de fruits à pépins en vue d'améliorer le système de contrôle d'une part, et de la mise à jour des pesticides autorisés d'autre part, et ce dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs de fruits à pépins,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 1^o, de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 relatif à l'agrément de la méthode de production intégrée pour fruits à pépins, des organismes de contrôle ainsi que des producteurs qui pratiquent cette méthode, est remplacé par le texte suivant :

« 1^o chaque année communiquer les modifications de parcelle à l'organisme de contrôle, avant le 15 avril, le cachet de la poste faisant foi. L'envoi par télécopie est également valable à condition que le producteur en conserve la preuve.

Un producteur introduisant pour la première fois sa demande d'enregistrement devra le faire par lettre recommandée à l'organisme de contrôle avant le 1^{er} mars. Un producteur auparavant soumis au contrôle et qui souhaite ne plus être soumis au contrôle pour l'année en cours doit en avertir l'organisme de contrôle, par lettre recommandée, avant le 1^{er} février. »

Art. 2. L'article 14 de l'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Art 14. § 1^{er}. Les procédures de contrôle doivent être objectives, fiables et représentatives.

§ 2. L'original des documents d'identification des parcelles, des analyses, des traitements repris dans le cahier parcellaire ainsi que les décisions prises par l'organisme de contrôle doivent être disponibles sur l'exploitation durant une période de dix ans et être contresignés par toutes les parties concernées.

§ 3. Sans préjudice de l'article 1^{er}, 3^o, les organismes de contrôle ne peuvent pas faire connaître à des personnes autres que celles responsables de l'exploitation concernée ou du Service compétent, les informations et les données qu'ils reçoivent par le biais de leur activité de contrôle, sauf si le producteur marque son accord.

§ 4. Tous les producteurs doivent être soumis au moins une fois par an à un contrôle complet.

1^o Toutes les données de l'exploitation contenues dans le cahier parcellaire seront analysées en détails et évaluées sans tenir compte des éventuelles inspections ou visites sur place des exploitations ni de leur nombre. Le schéma de pulvérisation (y compris celui relatif à la lutte contre les adventives) doit être fourni par le producteur avant le début de la récolte. Si ce n'est pas le cas, ledit producteur ne peut être enregistré ou agréé.

2° Toute nouvelle exploitation qui souhaite être enregistrée doit, en outre, être visitée au début de printemps afin de vérifier que les éléments suivants sont satisfaisants :

- a) l'identification du producteur;
- b) le répertoire des parcelles de pommiers et poiriers;
- c) le plan du verger à l'échelle avec numéro de toutes les parcelles de fruits à pépins et indication précise des parcelles;
- d) les qualifications suffisantes du producteur.

3° Les contrôles sur parcelle :

a) Toutes les parcelles des exploitations dans leur première année d'enregistrement doivent être visitées.

b) Les exploitations dans leur deuxième année d'enregistrement peuvent passer dans une catégorie inférieure d'intensité de contrôle.

Pour cette catégorie, chaque exploitation reçoit au moins une fois durant la saison, la visite du contrôleur de l'organisme de contrôle. Au moins 20 % des parcelles enregistrées ou agréées, et dans tous les cas au minimum une parcelle choisie au hasard, seront inspectées annuellement, entièrement et avec soin, pour s'assurer que les prescriptions du cahier des charges sont correctement appliquées.

c) Toute nouvelle parcelle ou nouvelle plantation doit toujours être visitée.

d) En complément aux contrôles des parcelles décrits ci-dessus, toutes les parcelles pour lesquelles, au cours des contrôles précédents, des manquements ou des insuffisances ont été constatées doivent, lors d'un contrôle ultérieur, être visitées à nouveau afin de vérifier qu'il a été remédié à ces manquements.

§ 5. Outre les contrôles annuels décrits au § 4, au moins 25 % des installations de conservation et d'emballage doivent être également visitées par le contrôleur pour s'assurer que les délais, la traçabilité des produits au cours des opérations post-récolte de manutention, de triage, de conservation, d'emballage, les contrôles de qualité et l'étiquetage sont conformes aux exigences de la méthode agréée de production intégrée pour fruits à pépins.

§ 6. Chez tous les producteurs, un échantillon de feuilles et de fruits doit être prélevé au moins une fois par an, aux fins de vérifier qu'aucun pesticide non autorisé n'a été utilisé et que les délais d'attente et les doses ont été respectés.

Au moins 10 % des échantillons analysés doivent être des échantillons de fruits.

Au moins 60 % des échantillons de feuilles doivent être analysés selon la méthode G.C.M.S. Dans les autres cas, au moins une des trois liaisons chimiques, liaison - N, liaison - P ou liaison - Cl, est recherchée. Pour les échantillons de fruits, au moins deux des liaisons chimiques suivantes sont recherchées : liaison - N, liaison - P, liaison - Cl.

Lorsque l'utilisation frauduleuse d'un pesticide non autorisé est suspectée, une analyse doit être effectuée afin de vérifier la présence effective dudit pesticide. Dans ce cas, l'analyse visée à l'alinéa 3 du présent paragraphe ne doit pas être faite.

Le prélèvement d'échantillons de sol est également possible pour vérifier que des moyens de protection phytosanitaire non autorisés n'ont pas été utilisés.

§ 7. Lors d'une inspection auprès d'une exploitation, les constatations de l'organisme de contrôle sont consignées dans un rapport d'inspection dans lequel une attention particulière est portée aux données qui ont trait aux parcelles visitées.

Les insuffisances constatées lors de l'inspection sont discutées sur place avec le producteur.

Le rapport d'inspection est, au terme de chaque inspection, signé par le contrôleur de l'organisme de contrôle et par le producteur ou son représentant. La signature du producteur ou de son représentant indique son accord sur l'évaluation faite par l'organisme de contrôle.

§ 8. Les exploitations sont certifiées pour les parcelles agréées et/ou enregistrées. Ce certificat doit être délivré annuellement avant le 1^{er} octobre et est valable jusqu'à ce que :

1° un autre certificat soit délivré;

2° des constatations entraînent le retrait de l'agrément ou de l'enregistrement. Un nouveau certificat avec de nouvelles annexes est alors délivré.

§ 9. Les sanctions sont appliquées selon le tableau ci-dessous :

Sanction	Application
Remarque	<p>La remarque est appliquée en cas de manquement/d'infraction de moindre importance qui peut encore être rectifié.</p> <p>Le délai dans lequel les adaptations nécessaires doivent être effectuées doit être mentionné.</p> <p>Une remarque à laquelle il n'y a pas eu de suite dans le délai prescrit donne lieu à un avertissement.</p>
Avertissement	<p>L'avertissement est appliqué dans le cadre d'une infraction grave.</p> <p>A l'occasion d'un avertissement, on spécifie le délai ultime dans lequel les modifications ou améliorations nécessaires doivent être réalisées.</p> <p>Le non respect de l'avertissement donne lieu à une sanction.</p>
Sanction	<p>La sanction est appliquée dans le cas d'une infraction grave qui ne peut pas être rectifiée. Elle peut entraîner :</p> <p>1° au niveau parcellaire, la perte de l'agrément ou de l'enregistrement pour une parcelle déterminée pour une année déterminée;</p> <p>2° au niveau de l'espèce, la perte de l'agrément ou de l'enregistrement pour une espèce (pomme, poire) déterminée pendant une année déterminée;</p> <p>3° au niveau du producteur, la perte de l'agrément ou de l'enregistrement pour une année déterminée.</p>

Les organismes de contrôle soumettent une grille de sanctions détaillée à l'approbation du Service. »

Art. 3. Dans l'article 15, § 4, de l'annexe 1^{re} du même arrêté, le tableau intitulé « Pesticides agréés en lutte intégrée » est remplacé par le tableau suivant :

« Pesticides autorisés en lutte intégrée

Matière active	Pomme			Poire		
	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
1. Acaricides						
Azocyclotin	X	X ²⁰		X		
Clofentézine	X			X		
Fenbutatinoxide	X			X		
Fenpyroximate	X	X ¹		X		
Flufenoxuron	X			X		
Hexythiazox	X			X		
Huiles minérales	X			X		
Pyridabène		X ²⁰		X		
Tébufenpyrad		X ²⁰		X		
2. Insecticides	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Amitraze	X			X		
Bacillus thuringiensis		X		X		X ³
Bifenthrine					X	X ³
Carbaryl		X			X	X ³
Cyfluthrine		X			X	X ³
Deltaméthrine		X			X	X ³
Diazinon		X			X	
Diffubenzuron	X	X		X		
Fénoxycarbe		X			X	
Flufenoxuron	X			X		
Huiles minérales	X	X		X		
Imidacloprid		X			X	
Indoxacarbe				X		
Lambdacyhalothrine					X	X ³
Phosalone		X				
Pirimicarbe	X			X		
Tebufenozide	X		X ²	X		
Vamidothion					X	
Virus de la granulose	X			X		
3. Fongicides	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Azaconazole	X			X		
Bitertanol	X			X		
Captane	X			X		
Carbendazime		X ⁹			X ⁹	
Cuivre		X ⁶			X ⁶	
Cyprodinil	X	X ⁸			X ⁸	
Diéthofencarbe				X		
Difénoconazole	X			X		
Dithianon	X			X		
Dodine	X			X		
Imazalil		X ⁷			X ⁷	
Kresoxim-méthyl	X			X		
Mancozèbe				X		
Manèbe				X		
Métirame		X ⁵		X		
Myclobutanil	X				X	
Nuarimol	X ¹⁰					
Penconazole	X					
Propinèbe				X		
Pyriméthanil	X			X		
Soufre		X ⁴			X ⁴	
Thiophanate Méthyl		X ⁹			X ⁹	
Thirame		X ⁵		X		
Tolyfluuanide		X ⁴		X		
Triadiméfon		X ¹¹		X		
Triadiménol	X				X ¹¹	
Trifloxystrobine	X					
Vinclozoline	X		X			

Matière active	Pomme			Poire		
4. Herbicides	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Amitrole		X ¹⁴			X ¹⁴	
Chlortoluron		X ¹²			X ¹²	
Dichlobénil		X ¹³			X ¹³	
Dichloorprop-p	X	X ¹⁵		X	X ¹⁵	
Diquat						
Fluazifop-P-Butyl	X			X		
Glufosinate-ammonium	X			X		
Glyphosate	X			X		
Glyphosate-trimesium	X			X		
Linuron		X ¹²			X ¹²	
MCPA	X			X		
Mécoprop-p	X	X ¹²		X	X ¹²	
Métazachlore		X ¹⁶			X ¹⁶	
Paraquat						
5. Divers	Vert	Jaune	Orange	Vert	Jaune	Orange
Acide alpha-naphtylacétique	X			X		
Carbaryl		X				X ¹⁸
Désinfectants du sol						
GA 3				X		
GA 4+7	X			X		
GA 4+7 + benzyladénine	X			X		
Mouillants	X ¹⁷			X ¹⁷		
Prohexadione - Ca		X ¹⁹			X ¹⁹	
Rodenticides	X ¹⁷			X ¹⁷		
Répulsifs	X ¹⁷			X ¹⁷		
2-(1-Naphtyl) acétamide	X					

— Restrictions dans l'usage des produits pour la protection végétale de la liste jaune ou orange

Acaricides

1 Fenpyroximate

Si attaque de l'araignée rouge à la dose agréée pour la production intégrée.

20 Acaricides divers

A n'utiliser qu'avant l'installation des typhlodromes sur les parcelles concernées et à partir de la période d'éclosion de 50 % des œufs d'hiver de l'araignée rouge jusqu'à maximum 4 semaines avant l'installation des typhlodromes ainsi qu'en respectant les délais obligatoires avant récolte.

Insecticides

2 Vamidothion

Seulement si les méthodes de lutte normale ne satisfont pas.

3 Pyréthrinoïdes synthétiques

En cas de forte attaque du psylle du poirier, à utiliser au moment des premières pontes au début du printemps. Une forte attaque est observée lorsqu'un minimum de 200 psylles du poirier est compté lors de 100 frappages. Ces comptages doivent être notés dans le cahier parcellaire.

Fongicides

4 Soufre, tolylfluanide

Ont un effet freinant sur les typhlodromes. Le soufre a un effet freinant sur les punaises prédatrices.

Limiter le nombre de traitements en fonction des populations.

5 Métirame, thirame

Au maximum quatre traitements par année et non consécutifs.

6 Cuivre

Au maximum trois traitements par année. Au printemps, un traitement si présence de conidies de tavelure. En automne, contre le chancre.

7 Imazalil

Comme traitement des plaies ou traitement en post-récolte si les exigences du cahier des charges sont respectées.

8 Diéthofencarbe

Un traitement contre la pourriture des fruits résistante aux BCM.

9 Carbendazime

Pour combattre la pourriture de la mouche et des fruits et le chancre.

Thiophanate-Méthyl

Contre le chancre, maximum 2 traitements par saison.

10 Nuarimol

Utilisation autorisée jusqu'au 31 décembre 2004.

11 Triadiméfon

Couvrir la plaie pour lutter contre le chancre. Utilisation autorisée jusqu'au 31 décembre 2004.

Herbicides	
12 Chlortoluron	La quantité totale appliquée ne peut dépasser la dose agréée.
Linuron	Aucun de ces produits ne peut être utilisé après le 21 juin.
Métazachlore	
13 Dichlobénil	Comme traitement d'été dans le système à rangs multiples, à la dose de 20 kg de produit commercial par hectare. En traitements localisés contre les plantes vivaces.
14 Amitrole	Traitements après la récolte.
15 Diquat	Destruction des repousses des porte-greffes.
16 Paraquat	Autorisé l'année de plantation ainsi que l'année suivante, uniquement en automne. A partir de la troisième année de croissance, un traitement annuel maximum autorisé moyennant une justification avant usage.
Divers	
17 Les rodenticides, les répulsifs et les mouillants agréés peuvent être utilisés.	
18 Les désinfectants du sol agréés ne peuvent être utilisés qu'après jugement par l'organisme de contrôle et sur base des résultats d'analyse.	
19 Prohexadione-Ca	A utiliser uniquement dans les vergers où la croissance des arbres n'est plus maîtrisable. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 janvier 2005.

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 411

[2005/200427]

10. JANUAR 2005 — Ministerialerlass zur Abänderung der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Dezember 1990 und vom 5. Februar 1999 und durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger, insbesondere des Artikels 2 § 3;

Aufgrund des Gutachtens des technischen Ausschusses;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 20. Dezember 2004;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich das für die integrierte Produktionsmethode für Kernobst geltende Lastenheft anzupassen, um einerseits das Kontrollsysteem zu verbessern und andererseits die Aktualisierung der zugelassenen Pestizide im Interesse sowohl der Erzeuger als auch der Verbraucher von Kernobst zu verbessern,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, 1° der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. April 2004 über die Zulassung der integrierten Produktionsmethode für Kernobst, der Prüfeinrichtungen sowie der diese Methode anwendenden Erzeuger wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«1° jedes Jahr vor dem 15. April (es gilt das Datum des Poststempels) der Prüfeinrichtung die Änderungen an der Parzelle zukommen lassen. Dieser Antrag kann ebenfalls per Fax übermittelt werden, unter der Voraussetzung, dass der Erzeuger den entsprechenden Beleg aufbewahrt.

Ein Erzeuger, der seinen Antrag auf Registrierung zum ersten Mal einreicht, muss dies per vor dem 1. Februar an die Prüfeinrichtung gerichtetes Einschreiben tun. Ein Erzeuger, der früher der Kontrolle unterworfen war, für das laufende Jahr aber nicht mehr der Kontrolle unterworfen sein möchte, muss die Prüfeinrichtung darüber informieren durch ein vor dem 1. Februar aufgegebenes Einschreiben.»

Art. 2 - Artikel 14 der Anlage 1 des genannten Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 14 - § 1. Die Kontrollverfahren müssen objektiv, zuverlässig und repräsentativ sein.

§ 2. Die Originalfassungen der Dokumente bezüglich der Kennzeichnung der Parzellen, der Analysen, der im Parzellenheft angeführten Behandlungen sowie die von der Prüfeinrichtung getroffenen Entscheidungen müssen während eines Zeitraums von zehn Jahren auf dem Betrieb verfügbar sein, und von allen betroffenen Parteien unterzeichnet sein.

§ 3. Unbeschadet der in Artikel 1 3º angeführten Bestimmungen dürfen die Prüfeinrichtungen die Informationen und Daten, die ihnen bei der Ausübung ihrer Kontrolltätigkeit übermittelt werden, keinen anderen Personen als den Verantwortlichen des betreffenden Betriebs oder der zuständigen Dienststelle zur Kenntnis geben, es sei denn, der Erzeuger gibt dazu sein Einverständnis.

§ 4. Alle Erzeuger müssen wenigstens einmal pro Jahr einer ausführlichen Kontrolle unterzogen werden.

1º Alle im Parzellenheft angeführten Daten des Betriebs werden bis ins Detail hinein geprüft und bewertet werden, ohne ggf. den vor Ort stattgefundenen Kontrollen oder Besichtigungen der Betriebe oder deren Anzahl Rechnung zu tragen. Der Zerstäubungsplan (einschließlich im Rahmen des Unkrautbekämpfung) muss von dem Erzeuger vor dem Beginn der Ernte eingereicht werden. Geschieht dies nicht, kann der genannte Erzeuger nicht registriert oder zugelassen werden.

2º Jeder neue Betrieb, der eingetragen werden möchte, muss außerdem zu Beginn des Frühjahrs Gegenstand einer Ortsbesichtigung sein, damit überprüft werden kann, ob folgende Informationen zufriedenstellend sind:

a) die Identifizierung des Erzeugers;

b) das Verzeichnis der Apfel- und Birnenparzellen;

c) der im Maßstab wiedergegebene Plan des Obstgartens mit den Nummern aller Kernobstparzellen und der genauen Angabe der Parzellen;

d) die ausreichende Qualifizierung des Erzeugers.

3º Vor Ort durchgeführte Kontrollen:

a) Im Laufe des ersten Jahres der Eintragung müssen alle Parzellen der Betriebe einer Kontrolle vor Ort unterzogen werden.

b) Im Laufe des zweiten Jahres der Eintragung können die Betriebe in eine weniger strenge Kontrollkategorie abgestuft werden.

Innerhalb dieser Kategorie erhält jeder registrierte Betrieb mindestens ein Mal pro Saison den Besuch des von der Prüfeinrichtung beauftragten Kontrolleur. Jedes Jahr werden mindestens 20% der zugelassenen Parzellen und auf jeden Fall mindestens eine zufällig gewählte Parzelle völlig und sorgfältig kontrolliert, um sicherzugehen, dass die Vorschriften des Lastenhefts einwandfrei beachtet werden.

c) Eine neue Parzelle oder eine neue Anpflanzung muss stets Gegenstand einer Kontrolle vor Ort sein.

d) Zusätzlich zu den oben beschriebenen Kontrollen der Parzellen müssen alle Parzellen, für die im Laufe einer vorherigen Kontrolle Mängel oder Unzulänglichkeiten festgestellt worden sind, bei einer späteren Kontrolle erneut besucht werden, damit überprüft werden kann, ob diese Mängel behoben worden sind.

§ 5. Zusätzlich zu den in § 4 beschriebenen Kontrollen stattet ein Kontrolleur wenigstens 25% der Konservierungs- und Verpackungsanlagen ebenfalls einen Besuch ab, um sicherzustellen, dass die Fristen, die Rückverfolgbarkeit der Erzeugnisse im Laufe ihrer Handhabung nach der Ernte, d.h. die Handhabung, Sortierung, Konservierung, Verpackung, Qualitätskontrolle und Kennzeichnung den Anforderungen der integrierten Produktionsmethoden für Kernobst genügen.

§ 6. Bei allen Erzeugern muss wenigstens einmal im Jahr eine Blatt- und Fruchtprobe entnommen werden, damit überprüft werden kann, dass kein unerlaubtes Pestizid eingesetzt worden ist, und dass die Fristen im Bezug zur Ernte sowie die Dosis beachtet worden sind.

Wenigstens 10% der analysierten Proben müssen Fruchtproben sein.

Wenigstens 60% der Blattproben müssen nach der GC/MS-Methode analysiert werden.

In den anderen Fällen wird wenigstens eine der drei folgenden chemischen Verbindungen gesucht: Stickstoffverbindung, Phosphorverbindung, Chlorverbindung.

Bei den Fruchtproben Fällen wird wenigstens eine der beiden folgenden chemischen Verbindungen gesucht: Stickstoffverbindung, Chlorverbindung.

Besteht die Vermutung der betrügerischen Anwendung eines unerlaubten Pestizids, muss eine Analyse durchgeführt werden, um festzustellen, ob das fragliche Pestizid effektiv präsent ist. In diesem Fall muss die in Absatz 3 des vorliegenden Paragraphen angeführte Analyse nicht durchgeführt werden.

Es besteht zudem die Möglichkeit, Bodenproben zu nehmen, um zu prüfen, dass keine unerlaubten Pflanzenschutzmaßnahmen angewandt worden sind.

§ 7. Im Falle einer Kontrolle vor Ort innerhalb eines Betriebs werden die Feststellungen der Prüfeinrichtung in einem Prüfbericht vermerkt, in dem vor allem den Daten, die sich auf die besuchten Parzellen beziehen, eine besondere Aufmerksamkeit zuteilt wird.

Die bei der Kontrolle festgestellten Unzulänglichkeiten werden vor Ort mit dem Erzeuger besprochen.

Nach jeder Kontrolle wird der Prüfbericht vom Kontrolleur der Prüfeinrichtung und vom Erzeuger oder seinem Vertreter unterschrieben. Durch seine Unterschrift erklärt sich der Erzeuger oder dessen Vertreter mit der durch die Prüfeinrichtung durchgeführten Kontrolle einverstanden.

§ 8. Die Betriebe werden für die zugelassenen und/oder eingetragenen Parzellen anerkannt. Diese Anerkennung muss jedes Jahr vor dem 1. Oktober erteilt werden. Sie ist gültig bis:

1º eine andere Anerkennung erteilt wird;

2° die Anerkennung oder die Eintragung aufgrund bestimmter Feststellungen entzogen wird. Eine neue Anerkennung mit neuen Anlagen wird in diesem Falle erteilt.

§ 9. Die Strafen werden auf der Grundlage der nachfolgenden Tabelle angewandt:

Strafe	Anwendung
Bemerkung	Die Bemerkung wird angewandt bei einem Versäumnis/einem Verstoß von geringem Ausmaß, das/der noch berichtigt werden kann. Die Frist, in der die notwendigen Anpassungen vorzunehmen sind, muss vermerkt werden. Wird der Bemerkung nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist Folge geleistet, kommt es zur Verwarnung.
Verwarnung	Die Verwarnung wird im Rahmen eines schweren Vergehens ausgesprochen. Bei einer Verwarnung wird die äußerste Frist angegeben, innerhalb der die notwendigen Änderungen oder Verbesserungen durchzuführen sind. Die Missachtung der Verwarnung führt zur Strafe.
Strafe	Die Strafe wird bei einem schwerwiegenden Vergehen angewandt, das nicht wieder gut gemacht werden kann. Sie führt: 1° für die Parzelle zum Verlust der Zulassung oder der Registrierung für eine bestimmte Parzelle und ein bestimmtes Jahr; 2° für die Sorte zum Verlust der Zulassung oder der Registrierung für eine Sorte (Apfel, Birne) für ein bestimmtes Jahr; 3° für den Erzeuger zum Verlust der Zulassung oder der Registrierung für ein bestimmtes Jahr.

Die Prüfeinrichtungen legen der Dienststelle eine ausführliche Tabelle mit Strafmaßnahmen zwecks Genehmigung vor».

Art. 3 - In Artikel 15 § 4 der Anlage 1 des genannten Erlasses wird die Tabelle mit dem Titel «Im integrierten Anbau zugelassene Pestizide» durch folgende Tabelle ersetzt:

«Im integrierten Anbau erlaubte Pestizide»:

Aktivstoff	Apfelbäume			Birnbäume		
	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
1. Akarizide						
Azocyclotin	X	X ²⁰		X		
Clofentezin	X			X		
Fenbutatinoxid	X			X		
Fenpyroximat	X	X ¹		X		
Flufenoxuron	X			X		
Hexythiazox	X			X		
Mineralöle	X			X		
Pyridaben		X ²⁰		X		
Tebufenpyrad		X ²⁰		X		
2. Insektizide	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Amitraz				X		
Bacillus thuringiensis	X			X		X ³
Bifenthrin		X			X	X ³
Carbaryl					X	X ³
Cyfluthrin		X			X	X ³
Deltamethrin		X			X	
Diazinon		X		X		
Diflubenzuron	X	X		X		
Fenoxykarbe	X			X		
Flufenoxuron	X	X		X		
Mineralöle	X			X		
Imidacloprid		X		X		
Indoxacarb	X			X		
Lambdacyhalothrin		X				X ³
Phosalon	X	X				
Pirimicarb	X			X		
Tebufenozid	X			X		
Vamidothion		X ²				
Virus der Granulose	X			X		

Aktivstoff	Apfelbäume			Birnbäume		
3. Fungizide	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Azaconazol	X			X		
Bitertanol	X			X		
Kaptan	X			X		
Carbendazim		X ⁹				
Kupfer		X ⁶				
Cyprodinil	X		X ⁸			
Diethofencarb					X ⁸	
Difenoconazol	X			X		
Dithianon	X			X		
Dodine	X			X		
Imazalil		X ⁷			X ⁷	
Kresoxim-methyl	X			X		
Mancozeb				X		
Maneb				X		
Metiram		X ⁵		X		
Myclobutanil	X				X	
Nuarimol	X ¹⁰					
Penconazol	X					
Propineb		X ⁴		X		
Pyrimethanil		X ⁹		X		
Schwefel		X ⁵		X		
Thiophanat Methyl		X ⁴		X		
Thiram		X ¹¹		X		
Tolylfluanid				X		
Triadimefon					X ¹¹	
Triadimenol	X					
Trifloxystrobin	X					
Vinclozolin		X				
4. Herbizide	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Amitrol		X ¹⁴			X ¹⁴	
Chlortoluron		X ¹²			X ¹²	
Dichlobenil		X ¹³			X ¹³	
Dichloorprop-p	X			X		
Diquat		X ¹⁵			X ¹⁵	
Fluazifop-P-Butyl	X					
Glufosinate-amonium	X			X		
Glyphosat	X			X		
Glyphosat-trimesium	X			X		
Linuron		X ¹²			X ¹²	
MCPA	X			X		
Mecoprop-p	X			X		
Metazachlor		X ¹²			X ¹²	
Paraquat		X ¹⁶			X ¹⁶	
5. Sonstige	Grün	Gelb	Orange	Grün	Gelb	Orange
Naphtalinessigsäure	X			X		
Carbaryl		X				
Bodendesinfizierungsmittel						X ¹⁸
GA 3				X		
GA 4+7	X			X		
GA 4+7 + Benzyladenin	X			X		
Feuchtmittel	X ¹⁷			X ¹⁷		
Prohexadion - Ca		X			X ¹⁹	
Rodentizide	X ¹⁷			X ¹⁷		
Abwehrmittel	X ¹⁷			X ¹⁷		
2-(1-Naphtyl) acetamid	X					

— Einschränkungen bei der Benutzung von Pflanzenschutzmitteln der gelben oder orangenen Liste

Akarizide

1 Fenpyroximat

Gegen die rote Spinne (Spinnmilbe) unter Anwendung der im integrierten Anbau zugelassenen Dosis.

17 Sonstige Akarizide

nur vor der Niederlassung von Raubmilden (Typhlodrom) auf den betroffenen Parzellen und dies ab der Öffnung von 50% der Wintereier der roten Spinne bis höchstens 4 Wochen vor der Niederlassung der Raubmilden, unter Einhaltung der Fristen vor der Ernte.

Insektizide	
2 Vamidothion	Nur wenn normale Bekämpfungsmethoden nicht zureichen.
3 Synthetische Pyrethrinoïden	Bei starkem Befall des Birnenblattsaugers bei der ersten Eiablage am Anfang des Frühlings anwenden. Es handelt sich um einen starken Beifall, wenn bei 100 Klopfsproben mindestens 200 Birnenblattsäuger festgestellt werden. Diese Zählungen müssen im Parzellenheft vermerkt werden.
Fungizide	
4 Schwefel, Tolyfluanid	Haben eine hemmende Wirkung auf Raubmilden. Schwefel hat eine hemmende Wirkung auf Raubwanzen.
	Die Anzahl der Behandlungen je nach den Populationen begrenzen.
5 Metiram, Thiram	Höchstens 4 nicht aufeinanderfolgende Behandlungen pro Jahr.
6 Kupfer	Höchstens 3 Behandlungen pro Jahr. Im Frühling eine Behandlung wenn Konidien des Apfelschorfs vorhanden sind. Im Herbst gegen den Baumkrebs.
7 Imazalil	Als Behandlung von Wunden oder Behandlung nach der Ernte wenn die Anforderungen des Lastenhefts beachtet werden
8 Diethofencarb	eine Behandlung gegen Obstfäule, wenn diese den BCM widersteht.
9 Carbendazim, Thiophanat-Methyl	Gegen die Fäule der Apfelfliege und die Obstfäule, und gegen Baumkrebs.
	Gegen Baumkrebs höchstens 2 Behandlungen pro Saison.
10 Nuarimol	Bis am 31. Dezember 2004 erlaubt.
11 Triadimefon	Die Wunde bedecken, um den Krebs zu bekämpfen. Bis am 31. Dezember 2004 erlaubt.
Herbizide	
12 Chlortoluron, Linuron, Meta-zachlore	Die benutzte Gesamtmenge darf die zugelassene Dosis nicht überschreiten. Nach dem 21. Juni unterlassen
13 Dichlobenil	Als Sommerbehandlung im System mit mehrfachen Streifen; Dosis : 20 kg/ha des Produkts in Handelsform.
	lokalierte Behandlung gegen Stauden.
14 Amitrol	Behandlung nach der Ernte.
15 Diquat	Vernichtung der Sprossen an Unterlagen.
16 Paraquat	Im Anpflanzungsjahr erlaubt sowie im Herbst des darauffolgenden Jahres. Ab dem dritten Wachstumsjahr ist maximal eine Behandlung pro Jahr erlaubt, unter der Bedingung, dass diese vor der Anwendung gerechtfertigt wird.
Sonstige	
17 Zugelassene Rodentizide, Abwehrmittel und Feuchtmittel dürfen verwendet werden.	
18 Zugelassene Bodendesinfizierungsmittel dürfen nur nach einem günstigen Gutachten der Prüfeinrichtung und auf der Grundlage der Analyseergebnisse benutzt werden.	
19 Prohexadion-Ca	Nur in den Obstgärten zu verwenden, in denen das Wachstum der nicht mehr zu beherrschen ist.»

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 10. Januar 2005

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 411

[2005/200427]

10 JANUARI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990 en 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen, inzonderheid op artikel 2, § 3;

Gelet op het advies van het technisch comité;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 20 december 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het lastenboek tot regeling van de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit zo spoedig mogelijk aangepast moet worden om, enerzijds, het controlesysteem, en, anderzijds, de bijwerking van de toegelaten gewasbeschermingsmiddelen te verbeteren en dit, in het belang van de producenten en verbruikers van pitfruit,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, 1^o, van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2004 betreffende de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit, de controleorganen en de producenten die volgens deze methode telen wordt vervangen als volgt :

« 1^o jaarlijks, vóór 15 april de wijzigingen van het perceel melden bij het controleorgaan, waarbij de poststempel als bewijs geldt. Een verzending per telefax is eveneens geldig op voorwaarde dat de producent er het bewijs van bijhoudt.

Een producent die voor het eerst zijn aanvraag voor registratie indient moet deze vóór 1 maart per aangetekende brief aan het controleorgaan richten. Een producent die voordien aan controle werd onderworpen en die niet meer wenst gecontroleerd te worden voor het lopende jaar moet hiervan het controleorgaan vóór 1 februari per aangetekend schrijven verwittigen. »

Art. 2. Artikel 14 van bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. § 1. De controleprocedures moeten objectief, betrouwbaar en representatief zijn.

§ 2. De originele documenten voor de identificatie van de percelen, analyses en behandelingen opgenomen in het veldboek alsmede de door het controleorgaan genomen beslissingen moeten tijdens tien jaar vorhanden zijn in het bedrijf en door alle betrokken partijen medeondertekend worden.

§ 3. Onverminderd artikel 1, 3^o, mogen de controleorganen de informatie en de gegevens die ze via hun controleactiviteit krijgen, niet mededelen aan andere personen dan degene die verantwoordelijk zijn voor het betrokken bedrijf of dan de bevoegde Dienst, behalve als de producent daarmee instemt.

§ 4. Alle producenten moeten minstens één keer per jaar volledig gecontroleerd worden.

1^o Alle bedrijfsgegevens vermeld in het veldboek moeten nauwkeurig geanalyseerd en geëvalueerd worden zonder rekening te houden met eventuele uitgevoerde bedrijfsbezoeken/inspecties noch met hun aantal. Het verstuivingsschema (met inbegrip van het schema betreffende de bestrijding van adventitia) moet vóór het begin van de oogst bezorgd worden door de producent. Als het niet het geval is, mag deze producent noch geregistreerd, noch erkend worden.

2^o Elk nieuw bedrijf dat geregistreerd wil worden, moet bovendien aan het begin van het voorjaar bezocht worden om na te gaan of de volgende elementen bevredigend zijn :

a) de identificatie van de producent;

b) het repertorium van de percelen van appel- en peerbomen;

c) het plan van de boomgaard op schaal met de nummers van alle percelen pitfruit; deze percelen precies aanduiden;

d) de voldoende kwalificaties van de producent.

3^o De controles op de percelen :

a) Gedurende hun eerste registratiejaar moeten alle percelen van de bedrijven bezocht worden.

b) Gedurende hun tweede registratiejaar kunnen de bedrijven naar een lagere categorie van controle overgaan.

In deze categorie zal elk bedrijf minstens eenmaal tijdens het seizoen het bezoek krijgen van de controleur die door het controleorgaan wordt afgevaardigd. Minimum 20 % van de geregistreerde of erkende percelen en in elk geval minstens één willekeurig gekozen perceel moet jaarlijks volledig en zorgvuldig worden geïnspecteerd om er zeker van te kunnen zijn dat de voorschriften van het lastenboek correct worden toegepast.

a) Elk nieuw perceel of nieuwe aanplanting moet altijd bezocht worden.

b) Ter aanvulling van de hierbovenvermelde controles van de percelen moeten alle percelen waarvoor nalatigheid of tekortkoming gedurende de vorige controles vastgesteld is, gedurende een latere controle opnieuw bezocht worden om na te gaan of deze tekortkoming verholpen is.

§ 5. Naast de in § 4 beschreven jaarlijkse controles moeten minstens 25 % van de bewaar- en verpakkinginstallaties ook door de controleur bezocht worden om zeker te zijn dat de termijnen, de traceerbaarheid van de producten gedurende de naoogstverrichtingen betreffende de behandeling, het sorteren, het bewaren, de verpakking, de kwaliteitscontroles en de etikettering conform zijn aan de eisen van de erkende geïntegreerde productiemethode voor pitfruit.

§ 6. Bij alle producenten moet een staal van bladeren en fruit minstens één keer per jaar genomen worden om zeker te zijn dat geen verboden gewasbeschermingsmiddel werd gebruikt en dat de wachtermijnen en de dosissen nageleefd zijn.

Minstens 10 % van de geanalyseerde stalen moeten stalen van fruit zijn.

Minstens 60 % van de stalen van bladeren moeten geanalyseerd zijn volgens de G.C.M.S.-methode.

In de andere gevallen wordt minstens één van de drie chemische -N, -P of Cl- verbindingen gezocht. Voor de stalen van fruit worden minstens twee van de volgende chemische verbindingen gezocht : N-, P-, Cl-verbindingen.

Wanneer het frauduleuze gebruik van een verboden gewasbeschermingsmiddel wordt verdacht, moet een analyse uitgevoerd worden om zeker te zijn dat dit gewasbeschermingsmiddel werkelijk aanwezig is. In dit geval wordt de in het derde lid van deze paragraaf bedoelde analyse niet uitgevoerd.

Het nemen van bodemonsters is ook mogelijk om na te gaan of verboden middelen voor fytosanitaire bescherming niet gebruikt zijn.

§ 7. Bij de inspectie van een bedrijf worden de vaststellingen van het controleorgaan op schrift gesteld in een inspectieverslag waarin bijzondere aandacht wordt besteed aan de gegevens betreffende de bezochte percelen.

De gedurende de inspectie vastgestelde tekortkoming wordt ter plaatse met de producent besproken. Het inspectieverslag wordt aan het einde van elke inspectie ondertekend door de controleur van het controleorgaan en door de producent of zijn vertegenwoordiger. De handtekening van de producent of van zijn vertegenwoordiger getuigt van zijn instemming met de door het controleorgaan gedane evaluatie.

§ 8. De bedrijven worden gecertificeerd voor de erkende en/of geregistreerde percelen. Dit certificaat moet jaarlijks vóór 1 oktober geleverd worden en is geldig tot dat :

1° een ander certificaat geleverd wordt;

2° vaststellingen de intrekking van de erkennung of van de registratie tot gevolg hebben. Een nieuw certificaat met nieuwe bijlagen wordt dan geleverd.

§ 9. De straffen worden volgens de volgende tabel toegepast :

Straffen	Toepassing
Opmerking	De opmerking wordt toegepast in geval van tekortkoming/inbreuk van minder belang die nog gecorrigeerd kan worden. De termijn waarin de nodige aanpassingen moeten worden uitgevoerd, moet vermeld worden. Een opmerking waaraan geen gevolg is gegeven binnen de voorgeschreven termijn, geeft aanleiding tot een aanmaning.
Aanmaning	De aanmaning wordt in het kader van een ernstige inbreuk toegepast. Ter aanleiding van een aanmaning wordt de uiterste termijn waarbinnen de nodige wijzigingen of verbeteringen uitgevoerd moeten worden, bepaald. De niet-naleving van de aanmaning geeft aanleiding tot een straf.
Straf	De straf wordt toegepast in het kader van een ernstige inbreuk die niet gecorrigeerd kan worden. Ze kan de volgende gevallen hebben : 1° op het niveau van het perceel, het verlies van de erkennung of de registratie voor een bepaald perceel en voor een bepaald jaar; 2° op het niveau van het soort, het verlies van de erkennung of de registratie voor een bepaald soort (appel, peer) gedurende een bepaald jaar; 3° op het niveau van de producent, het verlies van de erkennung of de registratie voor een bepaald jaar.

De controleorganen leggen een gedetailleerd rooster van de straffen voor ter goedkeuring aan de Dienst. »

Art. 3. In artikel 15, § 4, van bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt de tabel met als opschrift « Erkende gewasbeschermingsmiddelen in de geïntegreerde gewasbescherming » vervangen door volgende tabel : « Toegelaten gewasbeschermingsmiddelen in de geïntegreerde gewasbescherming » :

Actieve stof	Appel			Peer		
	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
1. Acariciden						
Azocyclotin	X	X ²⁰		X		
Clofentezin	X			X		
Fenbutatinoxide	X	X ¹		X		
Fenpyroximaat	X			X		
Flufenoxuron	X			X		
Hexythiazox	X			X		
Minerale oliën	X			X		
Pyridaben		X ²⁰		X		
Tebufenpyrad		X ²⁰		X		
2. Insecticiden	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
Amitraz				X		
Bacillus thuringiensis	X			X		X ³
Bifenthrin		X			X	X ³
Carbaryl					X	X ³
Cyfluthrin		X			X	X ³
Deltamethrin		X			X	
Diazinon		X		X		
Diflubenzuron	X	X		X		
Fenoxy carb		X		X		
Flufenoxuron	X			X		
Minerale olie	X			X		
Imidacloprid		X				
Indoxacarb	X			X		
Lambdacyhalothrin						X ³
Fosalon		X				
Pirimicarb	X			X		
Tebufenozide	X			X		
Vamidothion		X ²				
Granulose virus	X			X		

Actieve stof	Appel			Peer		
3. Fungiciden	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
Azaconazool	X			X		
Bitertanol	X			X		
Captan	X			X		
Carbendazime		X ⁹				
Koper		X ⁶				
Cyprodinil	X		X ⁸			
Diethofencarb					X ⁸	
Difenoconazol	X			X		
Dithianon	X			X		
Dodine	X			X		
Imazalil		X ⁷			X ⁷	
Kresoxim-methyl	X			X		
Mancozeb				X		
Maneb				X		
Metiram		X ⁵		X		
Myclobutanil	X				X	
Nuarimol	X ¹⁰					
Penconazol	X					
Propineb				X		
Pyrimethanil	X			X		
Zwavel		X ⁴			X ⁴	
Thiofanate Methyl		X ⁹			X ⁹	
Thiram		X ⁵		X		
Tolylfluanide		X ⁴		X		
Triadimefon		X ¹¹			X ¹¹	
Triadimenol	X					
Triflxyystrobin	X			X		
Vinclozolin		X				
4. Herbiciden	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
Amitrol		X ¹⁴			X ¹⁴	
Chlortoluron		X ¹²			X ¹²	
Dichlobenil		X ¹³			X ¹³	
Dichloorprop-p	X			X		
Diquat		X ¹⁵			X ¹⁵	
Fluazifop-Butyl	X			X		
Glyfosinaat-amonium	X			X		
Glyphosaat	X			X		
Gluphosaat-trimenium	X			X		
Linuron		X ¹²			X ¹²	
MCPA	X			X		
Mecoprop-P	X			X		
Metazachloor		X ¹²			X ¹²	
Paraquat		X ¹⁶			X ¹⁶	
5 Divers	Groen	Geel	Oranje	Groen	Geel	Oranje
Alfa-naftylazijnzuur	X			X		
Carbaryl		X				
Grondontsmettingsmiddelen			X ¹⁸			X ¹⁸
GA 3				X		
GA 4+7	X			X		
GA 4+7 + benzyladenine	X			X		
Uityloeiers	X ¹⁷			X ¹⁷		
Prohexadione - Ca		X ¹⁹			X ¹⁹	
Rodenticiden	X ¹⁷			X ¹⁷		
Afweermiddelen	X ¹⁷			X ¹⁷		
2-(1-Nafty) acetamide	X					

— Beperkingen bij het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen behorende tot de gele of oranje lijst.

Acariciden

1 Fenpyroximaat

Indien aantasting van rode spin : de erkende dosis voor de geïntegreerde teelt. enkel te gebruiken vóór het uitzetten van roofmijten (*typhlodromus pyril*) op de betreffende percelen en dit vanaf 50 % van de ontluikingsperiode van de winterieren van rode spin tot maximaal 4 weken voor het uitzetten van de roofmijten; de veiligheistermijn voor de oogst moet gerespecteerd worden.

Insecticiden

2 Vamidothion

Indien de gebruikelijke bestrijdingstechnieken niet voldoen.

3 Synthetische pyrethroiden

Bij zware aantasting van perebladylo in te zetten in het vroege voorjaar bij begin eiafleg. Een zware aantasting wordt waargenomen als een minimum van 200 perebladvlooien bij 100 kloppingen geteld wordt. Deze kloppingen moeten in het veldboek aangemeld worden.

Fungiciden

- 4 Zwavel, tolyfluanide Hebben een remmend effect op de roofmijt (*Typhlodromus pyri*). Zwavel heeft een remmend effect op de roofwantsen. Aantal behandelingen beperken in functie van de populaties.
- 5 Metiram, thiram Maximaal 4 behandelingen per jaar en nooit na elkaar inzetten.
- 6 Koper Maximum 3 behandelingen per jaar. In het voorjaar een behandeling bij aanwezigheid van schurftconidien, in het najaar tegen kanker.
- 7 Imazalil Als behandeling van de beschadigingen of als naoogstbehandeling indien voldaan wordt aan de eisen van het lastenboek.
- 8 Diethofencarb Eenmalige behandeling tegen BCM-resistente vruchtrotschimmels.
- 9 Carbendazim, Thiofanaat-Methyl Ter bestrijding van neusrot, vruchtrot en kanker. Voor kanker maximaal 2 behandelingen per seizoen.
- 10 Nuarimol Gebruik toegelaten tot 31 december 2004.
- 11 Triadimefon de beschadiging dekken om schorsbrand te bestrijden. Gebruik toegelaten tot 31 december 2004.

Herbiciden

- 10 Chloortoluron, Linuron, Meta-zachloor De totale toegepaste hoeveelheid mag de erkende dosis niet overschrijden. Deze producten mogen niet na 21 juni gebruikt worden.
- 13 Dichlobenil Als zomertoepassing in meerrijensystemen bij de dosis van 20 kg/ha handelsproduct. Als plaatselijke behandeling van doorlevende kruiden.
- 14 Amitrol Behandeling na de oogst.
- 15 Diquat Ter bestrijding van wortelopslag.
- 16 Paraquat Toegestaan tijdens het plantjaar en ook alleen in de herfst van het volgende jaar. Vanaf het derde groeijaar : een maximale jaarlijkse toegelaten behandeling mits een verantwoording voor het gebruik.

Diversen

- 17 Erkende Rodenticiden, afweermiddelen en uitvloeiers mogen gebruikt worden.
- 18 Erkende grondontsmettingsmiddelen mogen enkel gebruikt worden na beslissing van het controleorgaan en op basis van de uitslagen van de analyse.
- 19 Prohexadione-Ca enkel te gebruiken in de boomgaarden waar de groei van de bomen niet meer beheersbaar is.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 10 januari 2005.

B. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

[2005/200425]

Ordres nationaux

Un arrêté royal du 10 janvier 2005 nomme Chevalier de l'Ordre de Léopold M. Géry Vanderheyden.

Un arrêté royal du 10 janvier 2005 :

— nomme Officier de l'Ordre de la Couronne Mme Evelyne Baugnies et M. Philippe Lorent;

— nomme Chevalier de l'Ordre de la Couronne Mme Jeanne-Marie Rouls et MM. Jean Cauchie, Jean-Claude Landrieu, Pierre Mariaule et Jules Pierard;

— décerne les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne à Mmes Martine Maréchal, Monique Plunus et Anne-Marie Sprimont et à MM. Laurent Bonivers, Antonio Cutaia, Jean-Marie Demin, Michel Devergnies, Jean Gilsoul, Paul Heggermont, Jean-Claude Huet, Jean-Marie Jodogne, Fernand Keser, Jean-Michel Mignon, Christian Nihoul et Robert Winand.

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

[2005/200425]

Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 10 januari 2005 wordt de heer Géry Vanderheyden benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde.

Bij koninklijk besluit van 10 januari 2005 :

— worden Mevr. Evelyne Baugnies en de heer Philippe Lorent benoemd tot Officier in de Kroonorde;

— worden Mevr. Jeanne-Marie Rouls alsook de heren Jean Cauchie, Jean-Claude Landrieu, Pierre Mariaule en Jules Pierard benoemd tot Ridder in de Kroonorde;

— worden de Gouden Palmen der Kroonorde verleend aan de Mevrn. Martine Maréchal, Monique Plunus en Anne-Marie Sprimont alsook aan de heren Laurent Bonivers, Antonio Cutaia, Jean-Marie Demin, Michel Devergnies, Jean Gilsoul, Paul Heggermont, Jean-Claude Huet, Jean-Marie Jodogne, Fernand Keser, Jean-Michel Mignon, Christian Nihoul en Robert Winand.

Un arrêté royal du 10 janvier 2005 :

— promeut Grand Officier de l'Ordre de Léopold II MM. Christian Collard et Michel Schrevens;

Bij koninklijk besluit van 10 januari 2005 :

— worden de heren Christian Collard en Michel Schrevens bevorderd tot Grootofficier in de Orde van Leopold II;